

## Mémoire à l'intention du Comité permanent des affaires étrangères et du développement international concernant l'équité vaccinale dans le monde

### Recommandations :

1. Que le Canada affecte des ressources équitablement entre tous les volets du Dispositif pour accélérer l'accès aux outils de lutte contre la COVID-19 (Accélérateur ACT);
2. Que le Canada exprime immédiatement son soutien explicite en faveur d'une dérogation temporaire aux dispositions des brevets pour qu'il ne soit pas nécessaire de délivrer ou d'appliquer des brevets relatifs à la COVID-9 pendant la pandémie, comme l'ont initialement demandé l'Afrique du Sud et l'Inde.

### Introduction

La vague Omicron perdant de la vigueur et la guerre en Ukraine suscitant de plus en plus de préoccupations, les pays à revenus élevés s'empressent d'affirmer que nous entrons maintenant dans l'ère postpandémique. Pourtant, la pandémie est loin d'être terminée. En réalité, il reste dans le monde 2,8 milliards de personnes non vaccinées qui n'ont aucun accès à des tests ou à des traitements. Le risque de hausse des cas et la menace de nouveaux variants dangereux persiste donc.

Après deux ans de pandémie, nous disposons maintenant des outils nécessaires pour mettre fin à la pandémie, mais l'accès inéquitable aux vaccins à l'échelle mondiale nous empêche d'y mettre fin pour tout le monde, partout. La couverture vaccinale varie considérablement selon le niveau de revenu des pays. Au 28 mars 2022, 79 % des personnes habitant un pays à revenus élevés avaient reçu au moins une dose de vaccin contre la COVID-19, ce pourcentage étant d'à peine 14 % dans les pays à faibles revenus. La COVID-19 continue de tuer des milliers de gens chaque jour, le nombre de victimes du coronavirus étant quatre fois plus élevé dans les pays à faibles revenus que dans les pays riches.

Dès le début de cette crise mondiale, le Canada lancé un appel à la solidarité, à la collaboration et à la coordination avec d'autres dirigeants du monde afin de contrer les graves conséquences directes et indirectes de la pandémie de COVID-19. Ces paroles ne se sont pas toujours traduites en gestes concrets, cependant.

Force est d'admettre que la question de l'équité vaccinale et de la fin de la pandémie dans

toutes les régions du monde est complexe et nuancée. Même si le Canada fait bonne figure à certains égards, il tire de l'arrière par rapport à ses pairs du G7 et du G20 dans d'autres domaines. Dans la présente note d'information, nous expliquons le rôle que joue le Canada à l'appui et au détriment de l'équité vaccinale, et formulons des recommandations sur ce que le Canada peut maintenant faire pour honorer pleinement son engagement à mettre fin à la pandémie et à ne laisser personne en plan.

## Saluons les accomplissements du Canada dans la riposte mondiale à la pandémie

Le Canada a fait montre d'un grand leadership politique en soutenant, notamment à titre d'investisseur, le [Dispositif pour accélérer l'accès aux outils de lutte contre la COVID-19](#) (Accélérateur ACT). Il est l'un des trois seuls pays membres du G20 qui y ont investi leur [juste part](#) jusqu'à maintenant. En investissant rapidement sa juste part dans l'Accélérateur ACT avec une somme estimée à [1,4 milliard de dollars canadiens](#) accordée à la riposte mondiale à la COVID-19 en 2020-2021, le Canada a contribué à donner un élan bien nécessaire à une réaction coordonnée à la pandémie. Plus tôt en avril, nous avons eu le plaisir de voir le Canada réaffirmer son engagement à jouer un rôle dans la lutte mondiale contre la COVID-19 dans le budget fédéral, y investissant 732 millions de dollars canadiens en nouvelles ressources, dont nous présumons qu'elles sont destinées à l'Accélérateur ACT.

Le Canada soutient fermement le Mécanisme COVAX, l'ancienne ministre du Développement international, l'honorable Karina Gould, ayant été nommée [coprésidente du Groupe de mobilisation de la Garantie de marché COVAX](#). La ministre Gould et Affaires mondiales Canada (AMC) ont tôt fait d'agir en champions afin de créer un élan pour assurer un accès sécuritaire et équitable aux vaccins dans les 92 pays à faibles et moyens revenus admissibles au Mécanisme COVAX.

Soulignons en outre que le Canada est l'un des quatre seuls pays qui couvrent tous les frais accessoires des doses données par l'entremise du Mécanisme COVAX, lequel évite que les frais relatifs aux seringues, aux diluants et à l'élimination sécuritaire du matériel ne constituent un fardeau supplémentaire pour les pays à faibles et à moyens revenus qui reçoivent des doses. En outre, le Canada a joué un rôle clé dans l'établissement du mécanisme de partage de doses de COVAX, la plateforme permettant aux pays de donner des doses par l'entremise du Mécanisme COVAX, en accordant un montant initial de 10 millions de dollars canadiens en financement de lancement pour la conception et la mise en œuvre du mécanisme.

Même si nous saluons les accomplissements des deux dernières années du Canada, ils sont insuffisants pour relever les défis auxquels nous sommes actuellement confrontés. Le Canada doit faire fond sur son rôle de champion des premières heures et en faire davantage pour montrer la voie vers la fin de la pandémie et favoriser un accès équitable aux vaccins et aux autres outils.

## Le Canada devrait chercher à affecter les ressources équitablement entre tous les volets de l'Accélérateur ACT

Même s'il devient très **évident** que les vaccins sont inutiles en l'absence de systèmes de distribution, les pays à revenus élevés ont mis l'accent sur l'acheminement des doses de vaccins aux pays qui en ont besoin, cherchant moins à savoir s'ils sont **équipés** pour les distribuer. La tête dirigeante des Centres africains de prévention et de contrôle des maladies a été jusqu'à **exhorter** les donateurs de vaccins contre la COVID-19 à veiller à ce que la distribution de vaccins soit mieux réglementée afin d'en optimiser l'utilisation, soulignant encore là le manque de ressources à l'appui de la capacité de vaccination.

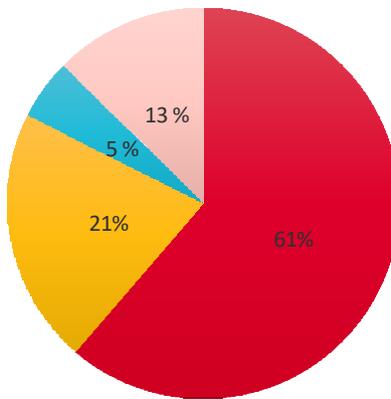
L'Accélérateur ACT est organisé en volets encadrant le travail essentiel à effectuer pour renforcer les systèmes de santé autour du monde, et pour mettre au point et distribuer équitablement des vaccins, des traitements et des outils de diagnostic. Dirigé conjointement par le Fonds mondial, la Banque mondiale, l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) et l'UNICEF, le volet du connecteur de systèmes de santé et de riposte de l'Accélérateur ACT fait en sorte que tous les pays disposent des ressources techniques, opérationnelles et financières nécessaires pour utiliser de nouveaux outils de lutte contre la COVID-19 dans le cadre d'intervention nationales visant à freiner la transmission et à sauver des vies. Il vise notamment à doter les travailleurs du domaine des soins de santé d'équipement de protection individuelle (EPI), à accroître la capacité des laboratoires, à renforcer les chaînes d'approvisionnement et à soutenir les ripostes communautaires.

Nous pouvons être fiers que le Canada ait investi sa juste part dans l'Accélérateur ACT en 2021. Cependant, de la somme de plus de 1,3 milliard de dollars canadiens promis qui ont été affectés jusqu'à présent, seulement **79 millions de dollars américains** ont été versés à des partenaires de mise en œuvre qui exécutent le mandat de renforcement des systèmes de santé. Les tableaux ci-dessous, tirés de l'**outil de suivi des engagements** de l'OMS, donne un aperçu des investissements effectués par le Canada dans l'Accélérateur ACT jusqu'à maintenant entre les organismes de mise en œuvre et les volets. Ses investissements dans le volet des vaccins sont actuellement excellents en comparaison de ceux qu'il a effectués dans les autres volets, qui sont cependant tout aussi importants. Sachez que le 8 avril, le Canada a annoncé un **financement supplémentaire de 220 millions de dollars canadiens** dans le volet des vaccins à l'occasion du Sommet Terrasser la COVID dès maintenant de l'Alliance GAVI.

**Tableau I** : Investissements du Canada dans l'Accélérateur ACT par volet (au 1<sup>er</sup> avril 2022) en dollars américains

Vaccins	Diagnostics	Traitements	Systèmes de santé
589	77	220	79

**Investissement du Canada dans l'Accélérateur ACT par volet**



■ Vaccins   ■ Diagnostics   ■ Traitements   ■ Systèmes de santé

**Tableau 2 :** Investissements du Canada dans l'Accélérateur ACT par partenaire de mise en œuvre (au 1<sup>er</sup> avril 2022) en dollars américains

CEPI	GAVI	Accélérateur de traitement	Unitaid	FIND	Fonds mondial	OMS	UNICEF	MFM
66	470	-	29	27	104	132	198	-

Les vaccins à eux seuls ne suffisent pas, et le Canada doit investir de manière équitable et complète dans les quatre volets de l'Accélérateur ACT. Au-delà de l'acquisition et du déploiement de vaccins, l'entièreté du mandat de l'Accélérateur ACT doit être soutenu pour assurer une réplique globale et efficace à la pandémie. De plus, des investissements ciblés dans les partenaires de mise en œuvre qui exécutent les mandats relatifs aux volets de traitements, d'outils de diagnostic et de renforcement des systèmes de santé, comme le [Fonds mondial](#), la [Coalition pour les innovations en matière de préparations aux épidémies \(CEPI\)](#), le [Mécanismes de financement mondial \(MFM\)](#) et [FIND](#), auraient une incidence sur l'équité vaccinale dans le monde.

Le Fonds mondial, notamment, codirige deux des quatre volets (diagnostics et connecteur de systèmes de santé) et soutient l'acquisition et la distribution dans le cadre du volet de traitements. À titre de principal bailleur de fonds accordant des subventions aux pays à faibles et à moyen revenus pour les tests de dépistage de la COVID-19, les traitements, l'EPI et les éléments essentiels du renforcement des systèmes de santé, le Canada doit accroître d'urgence ses investissements dans le Fonds mondial.

Les experts mondiaux de la santé nous avertissent de ne pas adopter une approche à court terme à l'égard de la fin de la pandémie. Nous devons admettre que nous avons actuellement une occasion unique d'effectuer des investissements judicieux ayant un potentiel sans égal de réorganiser et de renforcer des systèmes de santé. En plus de soutenir la réplique directe à la COVID-19, ces investissements se révéleront payants dans les années à venir en contribuant à prévenir les pandémies futures et à y réagir.

**Le Canada devrait exprimer son soutien en faveur d'une dérogation temporaire aux dispositions des brevets pour qu'il ne soit pas nécessaire de délivrer ou d'appliquer des brevets relatifs à la COVID 9 pendant la pandémie, comme l'ont initialement demandé l'Afrique du Sud et l'Inde.**

L'Accord de l'OMS sur les [aspects des droits de propriété intellectuelle liés au commerce](#) (ADPIC) constitue l'accord multilatéral le plus exhaustif en matière de propriété intellectuelle (PI). Il joue un rôle de premier plan pour faciliter le commerce dans le

domaine de la connaissance et de la créativité, résoudre les différends commerciaux relatifs à la PI, et offrir aux membres de l'OMS la marge de manœuvre nécessaire pour atteindre leurs objectifs de politique intérieure.

En octobre 2020, l'Afrique du Sud et l'Inde ont demandé une dérogation temporaire aux droits de la propriété intellectuelle concernant les vaccins contre la COVID-19, les traitements, les outils de diagnostic et l'équipement médical. Même si des pays à revenus élevés comme les États-Unis, l'Allemagne et la Nouvelle-Zélande ont maintenant exprimé leur soutien à l'égard de cette proposition, cette dernière se butte à l'opposition obstinée de sociétés pharmaceutiques soucieuses de leurs propres intérêts et d'autres pays à revenus élevés, y compris le Canada, qui n'a pas encore signifié son soutien à l'égard de la dérogation.

Après 18 mois de pourparlers concernant la proposition de dérogation, un document a été publié afin de proposer une entente de compromis négociée par les États-Unis, l'Union européenne, l'Afrique du Sud et l'Inde (parties au Dialogue quadrilatéral pour la sécurité, ou QUAD). Même s'il s'agit d'un petit pas en avant, la proposition de compromis des parties au QUAD comporte des lacunes flagrantes : elle n'englobe pas les tests de dépistage de la COVID ou les traitements contre la maladie; exclut tous les obstacles en matière de propriété intellectuelle à l'accès aux médicaments contre la COVID; laisse entièrement de côté certains pays; et pourrait imposer de nouveaux obstacles à la production de médicaments génériques. Dans les pays ayant proposé la dérogation aux ADPIC, la plupart des groupes de la société civile qui luttent activement en faveur de l'accès aux médicaments jugent le texte inadéquat.

À l'OMS, le Canada pourrait subir des pressions afin de soutenir cette proposition lacunaire et insuffisante, simplement pour donner une apparence de consensus et d'ambiance positive au sein de l'organisme. Le gouvernement ayant énoncé son objectif de travailler de manière constructive pour trouver, au sein de l'OMS, une solution consensuelle qui serait acceptable pour tous les pays membres, le Canada doit modifier sa position et discuter avec les pays membres de l'OMS pour rectifier la situation. Nous encourageons vivement le gouvernement à formuler les propositions suivantes afin de bonifier la proposition des pays parties au QUAD :

1. La dérogation devrait s'appliquer à tous les produits nécessaires pour prévenir, traiter et contrôler la COVID-19, y compris les vaccins, les traitements, les tests de diagnostic, les appareils médicaux et l'EPI;
2. La dérogation devrait s'appliquer à toutes les formes de propriété intellectuelle nécessaires à la production, y compris les brevets, les secrets industriels, la protection des données, le savoir-faire en matière de fabrication, les protocoles de contrôle de la qualité, les caractéristiques de l'équipement et les instructions d'utilisation;
3. La dérogation devrait s'appliquer à tous les pays membres de l'OMS;
4. Les conditions de la proposition qui sont plus exigeantes que les dispositions actuelles de l'OMS devraient être éliminées, car la dérogation devrait alléger et non alourdir les règles.

Le Canada devrait avaliser la dérogation temporaire aux droits de propriété intellectuelle protégés et appliqués par l'OMS pour tous les outils relatifs à la COVID-19, et discuter activement avec les membres de l'OMS pour en arriver à une proposition de compromis acceptable. C'est

essentiel pour assurer une riposte équitable à la COVID-19, pour permettre au monde de réagir collectivement et promptement aux pandémies futures, pour assurer la protection des fonds publics et de l'intérêt de l'humain avant les profits, et pour favoriser la solidarité mondiale en matière de santé.

## **Conclusion**

Pour assurer l'accès équitable aux vaccins partout dans le monde, il faut adopter une approche mondiale à multiples facettes englobant le financement du mandat complet de l'Accélérateur ACT et la dérogation temporaire aux droits de propriété intellectuelle pour tous les outils relatifs à la COVID-19. Le Canada doit travailler collectivement avec la communauté internationale pour assurer la sécurité et la solidarité mondiales en matière de santé, et la distribution équitable de tous les outils nécessaires pour mettre fin à la COVID dans toutes les régions du monde.

Préparé par :

***Résultats Canada** est une organisation de défense des droits sans but lucratif composée d'employés et de bénévoles passionnés et déterminés à susciter une volonté politique afin de mettre fin à la pauvreté extrême dans les pays à faibles et à moyens revenus.*